

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 9 A LA CLD: LUNDI 21 SEPTEMBRE 2009

La neuvième session de la Conférence des Parties (CdP 9) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) s'est ouverte à Buenos Aires, en Argentine, au cours d'une séance plénière de l'après-midi, le lundi 21 Septembre 2009. La première séance plénière de cette session de deux semaines a entendu les déclarations des Présidents sortant et entrant de la Conférence des Parties et celles des représentants des groupes régionaux, des institutions de l'ONU, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales.

### PLENIERE D'OUVERTURE

José Antonio González Martín, au nom de la présidente de la CdP 8, Elena Espinosa Mangana, ministre espagnole de l'environnement, des régions rurales et des zones marines, a souhaité aux délégués la bienvenue à la CdP 9 et a souligné que la crise économique mondiale pose de nouveaux défis pour la Convention. Il a félicité la première conférence scientifique tenue sous les auspices de la Convention et a indiqué que la Convention est en bonne voie vers "l'excellence scientifique", fournissant des connaissances utiles permettant d'anticiper les évolutions futures et l'alerte précoce. Il a souligné que les délégués sont appelés à examiner les fonctions du Mécanisme mondial (MM) et du Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC). Il a également fait état du soutien apporté au plan stratégique décennal de la Convention (la stratégie) par d'autres organismes des Nations Unies, comme la Commission du développement durable (CDD).

Les délégués ont ensuite élu Homero Bibiloni, secrétaire d'état argentin à l'environnement et au développement durable, Président de la CdP 9. Bibiloni a souhaité la bienvenue aux participants et a fait part de ses préoccupations quant à l'aggravation constante de la situation des personnes pauvres exposées aux inondations et aux sécheresses dans le monde. Il a souligné qu'on se trouvait à un moment historique dans la Convention, avec une décennie d'expérience et une stratégie pour les dix ans à venir, pour se tourner vers la mise en œuvre sur le terrain. Il a appelé à passer de la négociation des documents à la fourniture de solutions aux agriculteurs pauvres des pays en développement. Il a également appelé à un compromis renouvelé avec une approche austère appliquée à l'affectation des fonds, des priorités centrales définies de manière stricte et une considération des générations futures.

Sergio La Rocca, sous-secrétaire d'état argentin à la planification et à la politique environnementale, a exprimé le soutien personnel du Président de l'Argentine à un aboutissement positif de la réunion.

Luc Gnacadja, secrétaire exécutif de la Convention, a rappelé que la Convention est le seul instrument international portant sur la gestion durable des sols et de l'eau. Il a souligné que la convergence des crises énergétique, alimentaire, financière et

économique, ne doit pas décourager la prise de nouvelles mesures pour combattre la désertification. Au sujet des arrangements institutionnels, Gnacadja a souligné que "nous ne pouvons pas faire la même chose, de la même manière, et espérer obtenir de nouveaux résultats." Il a dit que la CdP 9 doit faire progresser la stratégie en créant un cadre institutionnel amélioré. Il a mis en exergue le besoin de recourir à un ensemble minimal d'indicateurs pour évaluer et surveiller les progrès accomplis dans l'exécution de programmes de gestion des terres, aux niveaux national et local. Il a exprimé l'espoir de voir la première conférence scientifique de la Convention, fournir des conseils pertinents.

### DECLARATIONS DES PARTIES, DES INSTITUTIONS

**ET DES OBSERVATEURS:** L'Afrique du Sud, au nom du G-77/CHINE, a fait état du soutien apporté à la Convention par le G-8 lors de son sommet de Juillet 2009, à L'Aquila, en Italie. La représentante a indiqué qu'elle attendait avec intérêt la cinquième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial et en particulier du financement destiné à la lutte contre l'érosion des sols. Elle a souligné la nécessité de renforcer la mise en œuvre effective de la CLD par ses institutions et a encouragé l'adoption du rapport du Corps commun d'inspection (CCI) sur le Mécanisme mondial. Elle a apporté son appui au projet de budget et a précisé que "le temps est venu" pour établir des bureaux régionaux, dans les régions.

La Suède, au nom de l'UE, a souligné la contribution vitale de gestion durable des terres, à l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses conséquences dans les zones arides. La représentante a indiqué que la réunion devrait renforcer le potentiel de la CLD à travers une mise en œuvre effective de la Stratégie, et a ajouté que les questions institutionnelles ne doivent pas détourner l'attention des délégués de cet objectif. Elle a déclaré qu'elle attend avec impatience la contribution de la première Conférence scientifique et a regretté que le dialogue avec la société civile n'ait pas été programmé plus tôt.

Le Tchad, au nom du GROUPE AFRICAINE, a déclaré que les gouvernements africains ont adopté des programmes d'action nationaux (PAN), mais a fait état de multiples défis posés à leur application. Le délégué a souligné l'importance de la complémentarité opérationnelle, de la clarté des rôles du Secrétariat et du Mécanisme mondial, des indicateurs et repères à long terme, de l'adoption d'un programme et d'un budget réalistes et des synergies entre les accords environnementaux multilatéraux.

Le Myanmar, au nom du GROUPE ASIATIQUE, a déclaré que les PAN doivent être réorientés vers la Stratégie et a demandé que cette activité soit intégrée dans les activités de l'exercice biennal suivant. Le délégué a indiqué que le Groupe asiatique appuyait la mise en place d'un bureau régional permanent en Asie, afin d'assurer la coordination régionale entre les parties prenantes. Il a mis en relief le lien entre les changements climatiques et la désertification, l'érosion des sols et la sécheresse (DLDD) et a exprimé l'espoir de voir cette question être débattue au cours de la réunion

de haut niveau et transmise à la Conférence sur les changements climatiques de l'ONU qui se tiendra à Copenhague. Il a déclaré que tous les documents importants devraient être traduits en arabe, et a souligné l'importance de la question des tempêtes de poussière et de sable pour cette région.

La Guyane, au nom de l'AMERIQUE LATINE et CARAÏBES, a souligné que les annexes de mise en œuvre régionale sont une partie importante de la CLD, et a déclaré que les réunions et les consultations régionales sont essentielles à la Convention. Le représentant a déclaré que son groupe : souhaite voir le CRIC devenir un organe subsidiaire permanent, doté d'un mandat spécifique en phase avec les dispositions de la Stratégie; est préoccupé par l'organisation de la première conférence scientifique et par la participation limitée des scientifiques de la région, propose d'élire le nouveau président du CST plutôt au cours de la plénière d'ouverture qu'à la réunion de clôture du CST, comme recommandé par le Bureau du CST, et rappelle que la Conférence scientifique est censée faire partie intégrante du CST.

L'UKRAINE, au nom de l'Europe centrale et orientale (ECO), a déclaré que le rôle mondial de la CLD ne peut être rempli que si elle s'attaque à toutes les manifestations de l'érosion des sols et à la désertification dans toutes les régions du monde. Le délégué a indiqué qu'il espérait voir les décisions de la CdP 9 venir optimiser le travail du Mécanisme mondial et du Secrétariat et confirmer le rôle du Comité comme l'un des organes subsidiaires permanents de la Convention. Il a fait part de ses attentes concernant la première conférence scientifique du CST et a précisé que l'ECO souhaitait établir un bureau régional pour améliorer la coordination régionale.

Le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et Dryland Science for Development Consortium (DSD) ont souligné le besoin : d'une volonté politique forte et d'un environnement politique porteur ; d'une application des sciences aux niveaux local, national, régional et mondial ; et d'une intensification durable des systèmes de production agricole.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a parlé de son appui et de sa contribution au développement des zones arides durant ses 30 années d'exploitation. Le représentant a expliqué qu'en coopération avec le Mécanisme mondial, le FIDA a élaboré une méthode lui permettant de rendre compte de ses activités inscrites dans le cadre de la Convention, et que cette méthode a été adoptée par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Il a indiqué que le FIDA appuiera l'évolution des organes de la Convention, y compris le Mécanisme mondial, tel que discuté à la CdP 9.

Le PNUD s'est félicité des progrès accomplis pour rendre le CST plus efficace et a rappelé le soutien que le PNUD est en train de fournir aux pays africains à travers le Programme intégré de développement des zones arides (IDDP), avec l'appui des donateurs.

Le PNUE a souligné les liens entre les changements climatiques, la dégradation des terres et l'érosion de la biodiversité. Le représentant a indiqué que le PNUE encourage les pays à être attentifs aux synergies entre les trois conventions de Rio et a souligné l'importance de la collaboration scientifique, de l'élaboration de rapports communs, de l'adoption d'approches globales pour la gestion durable des terres et l'égalité des sexes, entre autres. Il a évoqué les synergies potentielles entre la dégradation des terres et la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) et le Carbon Benefits Project financé par le FEM et mené conjointement par le PNUE et le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF).

Le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a souligné l'importance de la CdP 9 à la CLD et de ses résultats pour la CCNUCC et a rappelé les principaux éléments du régime post-Kyoto qui émergeront à Copenhague, dont, notamment, la réduction des émissions, l'atténuation et l'adaptation. La représentante a mentionné les efforts en cours au niveau national visant à intégrer le changement climatique et la dégradation des terres, tels que les Programmes d'action

nationaux d'adaptation et les PAN. Elle a souligné l'importance des sciences pour la fourniture d'une base à la prise de décisions, tant pour l'atténuation que pour l'adaptation.

Le MM a indiqué que le programme de travail conjoint entre le Secrétariat et le Mécanisme mondial gagnait en substance, en qualité et en quantité, et a souligné le besoin, de la part de la CdP, d'orientations sur la délimitation des tâches et des rôles, sur la base des mandats distincts des deux institutions. Le représentant a précisé que le cadre institutionnel du Mécanisme mondial et la fonction de supervision de la Conférence des Parties sont énoncés dans le texte de la Convention. Il a appelé à un large processus inscrit dans le cadre de la Convention pour la détermination des futures possibilités de financement pour la Convention, telles que les innovations mises en place par le processus de la lutte contre le changement climatique.

Un représentant des organisations de la société civile (OSC) a déclaré que l'approche verticale ascendante ne s'est pas matérialisée, et a souligné la nécessité d'impliquer les OSC dans l'élaboration des PAN et leur application. Il a déploré que 15 OSC, seulement, ont bénéficié d'un financement pour participer à la Conférence des Parties, et a signalé que d'autres OSC n'ont pas été en mesure d'obtenir un visa pour y assister.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX:** Le Président de la CdP 9, Bibiloni, a invité les délégués à examiner le document sur l'adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (ICCD / COP (9) / 1/Rev.1). Le CANADA, appuyé par la NORVEGE et les ETATS-UNIS, a déclaré que le dialogue avec les OSC devrait avoir lieu pendant la première semaine. La CHINE a fait part de ses préoccupations au sujet du dialogue avec les OSC. Le Secrétaire exécutif a déclaré que les OSC seront en mesure de donner leur avis sur chaque point.

La GUYANE a souhaité savoir à quel moment l'élection du président du CST allait être examinée. L'ARGENTINE a déclaré que le Président du CST devrait être élu au cours de la séance plénière d'ouverture, et que l'article 22 devrait être modifié, si cela devait être changé. Le Secrétariat a signalé que l'organisation des travaux avait été approuvée par le Bureau, mais que la Conférence des Parties pouvait la modifier si elle le souhaitait. Le BELARUS et le GROUPE ASIATIQUE ont appuyé l'élection du président du CST immédiatement et la suspension de la fonction jusqu'à la fin de la CST 9.

La NAMIBIE, appuyée par le ZIMBABWE, a suggéré d'ajouter à l'ordre du jour, l'eau et le cadre pour la promotion des politiques de l'eau. Le BRESIL a demandé davantage de discussions sur la manière dont le débat de haut niveau devrait avoir lieu. La séance a été suspendue à 18h30 sans décision concernant l'ordre du jour.

### DANS LES COULOIRS

En quittant la salle pour assister au "vin d'honneur", organisé par les hôtes argentins, beaucoup de délégués ont poursuivi leurs échanges sur le débat plénier non abouti sur l'ordre du jour et le programme de travail. Certains ont fait remarquer que suite à leur réunion préparatoire à Montevideo, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient éclairci leur position concernant la date de l'élection et de la prise de fonction du président du CST. Ils ont évoqué les réserves de ce groupe concernant le fait que le règlement intérieur allait être modifié avant de décider du report de la prise de fonction du président nouvellement élu CST. D'autres ont souligné qu'il est logique que le Président de la CST 8 reste en fonction jusqu'à la fin de la semaine, de manière à présider la CST 9, aux fins de s'assurer de la réussite de la première conférence scientifique.

Quelques participants ont exprimé l'espoir de voir les consultations de la soirée permettre, mardi matin, une adoption rapide de l'ordre du jour et du programme de travail, précisant que les scientifiques qui remplissent la partie de la salle des séances plénières réservée aux observateurs, souhaitaient vivement voir la première Conférence scientifique s'ouvrir mardi après-midi, comme prévu.